



BIOGRAPHIES

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Maître Miguel Baz

Président du Conseil d'administration

Secrétaire corporatif adjoint et Directeur – opérations juridiques de BCE et Bell, Canada

M. Baz s'est joint à Bell en 2001 et dirige le secrétariat corporatif de la société. Il est responsable des questions relatives au conseil d'administration, à la gouvernance et à l'éthique. À titre de directeur des opérations juridiques, il est chargé de la gestion de la fonction juridique, notamment le budget et les relations auprès des cabinets d'avocats externes de BCE et Bell.

Né en Uruguay en 1971, Me Baz est titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université Laval et d'une Maîtrise en droit de la London School of Economics and Political Science. Me Baz est membre du Barreau du Québec depuis 1993

Son expérience professionnelle est variée. Après avoir pratiqué durant quelques années à Québec, au sein du cabinet Tremblay, Bois, Mignault & Lemay, Me Baz se joint au service juridique d'Hydro-Québec en 1998, où il pratique le droit transactionnel international. De 1998 à 2001, Me Baz conseille la société d'État et sa filiale Hydro-Québec International dans diverses transactions du secteur de l'énergie, notamment au Pérou, au Panama, au Chili, au Sénégal et en Guinée.

En 2001, Me Baz se joint au service juridique de Bell Canada, au sein du groupe de Fusions et Acquisitions. Entre 2007 et 2013, Me Baz a occupé le poste de Chef adjoint du service juridique de Bell Canada. Il a ainsi dirigé le groupe de droit commercial et des technologies de l'information de Bell Canada pour le Québec ainsi que le groupe de droit de la publicité, des marques de commerce et des commandites.

Impliqué au sein de différents organismes sans but lucratif et communautaires depuis le début de sa carrière, Me Baz est président du conseil d'administration d'Avocats sans frontières Canada, une organisation non-gouvernementale réalisant des projets de coopération internationale axés sur la promotion de l'état de droit et la défense des groupes vulnérables. Il est également impliqué dans la campagne Centraide du Grand Montréal.

Maître Pierre Brun

Avocat, Melançon, Marceau, Grenier & Scortino

Pierre Brun a terminé ses études de droit à l'Université Laval et détient une maîtrise de l'Université de Montréal sur les chartes et le droit de l'environnement. Possédant aujourd'hui une vaste expérience en droit du travail et administratif, il demeure spécialisé dans le domaine des droits de la personne et des libertés fondamentales et plus particulièrement dans les questions relatives à la liberté d'association et au droit à l'égalité.

Co-fondateur d'Avocats sans frontières Canada, Me Brun a participé à de nombreuses missions en Afrique et siège sur son conseil d'administration.

Me Brun est co-auteur depuis de nombreuses années de l'Alter Ego sur les Chartes des droits de la personne, publié annuellement aux éditions Wilson & Lafleur, et publie fréquemment différents articles et agit à titre de conférencier.

Maître Luc Côté

Avocat, consultant sénior en droit international

Natif de Montréal, Luc Côté pratique en droit criminel depuis plus de 35 ans. Depuis 1994, ses activités se sont concentrées en droit international pénal. D'abord au Rwanda où il a séjourné pendant 5 ans menant des enquêtes sur le génocide avec le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies avant de se joindre au bureau du Procureur du Tribunal Pénal International pour le Rwanda.

En 2001, il a complété des études supérieures en droit international à l'institut des hautes Études Internationales de Genève. Il a travaillé comme avocat conseil à la section des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre du ministère de la Justice fédérale à Ottawa avant d'être nommé Chef des poursuites à la Cour Spéciale pour la Sierra Leone en 2002, poste qu'il a occupé durant 3 ans jusqu'en 2006. Il a par la suite dirigé des enquêtes internationales pour les Nations Unies au Timor-Leste (2006) et en RDC (2008 et 2017) et au Kirgystan (2010). De 2013 à 2015, il a été Directeur (état de droit) de la Mission des Nations Unies en Haïti.

Luc Côté est aujourd'hui consultant, notamment pour les Nations Unies, sur des questions de justice internationale et de justice Transitionnelle. Il a travaillé en Haïti, en Côte d'Ivoire, au Liban, en Tunisie en Libye et en République centrafricaine. En 2010, il a reçu le titre d'Avocat Émérite (Ad.E.) du Barreau du Québec.

Maître Delia Cristea

Cheffe du contentieux et secrétaire, Capitaux Durables Power Inc.

Me Delia Cristea est cheffe du contentieux et secrétaire de Capitaux Durables Power Inc, un gestionnaire d'actifs alternatifs d'envergure mondiale spécialisé dans le domaine du développement durable. Son rôle est axé sur la gouvernance, la réglementation des marchés financiers ainsi que sur les transactions et opérations d'investissement. Elle a d'abord pratiqué le droit des affaires au sein du cabinet d'avocats national McCarthy Tétrault LLP à Toronto et à Montréal.

Me Cristea est diplômée et récipiendaire de la médaille d'or de la Faculté de droit de l'Université McGill. Elle est aussi titulaire d'une maîtrise en droit européen de l'Université Sorbonne à Paris. Elle a également participé à la Conférence canadienne du Gouverneur Général sur le leadership en 2015.

Me Cristea est passionné des droits de la personne, de la santé communautaires et l'action sociale. Elle siège au comité consultatif d'Audacious Futures, une société start-up axé sur l'innovation sociale. Elle est également mentor et ambassadrice de la faculté de droit de l'Université McGill. Elle est aussi membre du conseil d'administration de la Fondation Centre Philou, un centre de répit pour les enfants handicapés. Ainsi que le Centre des arts Banff (un organisme artistique et culturel d'envergure national offrant des programmes multidisciplinaires à l'intention des artistes et gestionnaires).

Au fil des années, Me Cristea a joué un rôle actif au sein d'un grand nombre d'organismes sans but lucratif, notamment Habitat pour l'Humanité, Fondation Montréal Inc. (une association à but non lucratif de soutien aux jeunes entrepreneurs), Fondation MAB-MacKay (un centre de réhabilitation pour les personnes handicapées) et l'Association du Barreau Canadien.

Maître Martin Imbleau

Vice-Président – Stratégies d'entreprise et développement des affaires, Hydro-Québec

Martin Imbleau est vice-président – Stratégies d'entreprise et développement des affaires à Hydro-Québec depuis avril 2020. À ce titre, il a pour mandat de veiller à l'élaboration et à l'actualisation des stratégies, de développer les marchés d'exportation d'électricité et d'accélérer la croissance de l'entreprise en concrétisant des occasions d'affaires – acquisitions, prises de participation ou partenariats à long terme –, tant au Québec que sur les marchés externes.

M. Imbleau possède plus de vingt ans d'expérience dans le secteur de l'énergie. De 1996 à 2019, il a été à l'emploi d'Énergir (anciennement Gaz Métro) où il a dirigé de nombreuses fonctions à titre de vice-président, dont le développement des affaires, la réglementation hors Québec, l'approvisionnement, le transport, l'exploitation et les énergies renouvelables. Il a ensuite été nommé vice-président principal, Opérations, transport et développement des énergies renouvelables, puis vice-président principal, Développement, communautés, affaires corporatives et sécurité. Il a également présidé des filiales du groupe actives dans divers secteurs, dont le transport international, le gaz naturel liquéfié et les énergies renouvelables.

M. Imbleau est titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ainsi que d'une maîtrise en droit de l'Université de Montréal et est membre du Barreau du Québec. Auteur de nombreux ouvrages en droit international des droits de la personne, il préside le Conseil de direction de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM et est cofondateur de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal. Il siège également au conseil d'Avocats sans frontières et de Forces AVENIR, organisme qui appuie des activités visant à encourager et à reconnaître l'engagement des étudiants dans la collectivité.

Maître Fannie Lafontaine

Professeure, directrice de la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux, co-directrice de la Clinique de droit international pénal et humanitaire Faculté de droit de l'Université Laval et membre de l'Institut québécois des hautes études internationales

Me Fannie Lafontaine est avocate, professeure agrégée à la Faculté de droit de l'Université Laval et membre régulier de l'Institut québécois des hautes études internationales. Elle est la fondatrice et co-directrice de la Clinique de droit international pénal et humanitaire. Elle est l'auteure de nombreuses publications portant sur le droit international pénal, le droit pénal canadien et le droit international et canadien portant sur les droits de la personne, dont la monographie *Prosecuting Genocide, Crimes against Humanity and War Crimes in Canadian Courts* (2012) et l'ouvrage annuel *Chartes des droits de la personne* (collection Alter Ego, avec H. Brun et P. Brun).

Avant de se joindre à l'Université Laval, Me Lafontaine a été conseillère et spécialiste en droits de l'homme au cabinet exécutif de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève, adjointe au Président et spécialiste en droits de l'homme au sein de la Commission internationale d'enquête sur le Darfour, avocate au Centre de justice globale (*Justiça Global*) à Rio de Janeiro au Brésil, auxiliaire juridique auprès de Mme la juge Louise Arbour à la Cour suprême du Canada et avocate en litige au cabinet McCarthy Tétrault à Montréal.

Elle est diplômée avec honneurs de l'Université nationale d'Irlande Galway (Ph.D. 2011), de l'Université de Cambridge (LL.M. 2004) et de l'Université Laval (LL.B. 1999). Elle est membre notamment du Barreau du Québec (2000) et du comité éditorial du *Journal of International Criminal Justice*.

Maître Madeleine Lemieux

Avocate, Paradis, Lemieux, Francis

Me Madeleine Lemieux détient une licence en droit de l'Université Laval (1973) et une scolarité de maîtrise en droit de l'Université de Montréal. Admise au Barreau en 1974, elle œuvre principalement dans le domaine du droit administratif, du droit agricole, du droit du travail et du droit municipal au sein de l'étude Paradis Lemieux Francis à Bedford.

Me Lemieux a agi comme procureur d'institutions publiques, municipales et gouvernementales. Elle est médiatrice accréditée en droit civil et commercial et est arbitre. Elle a présidé le groupe de travail formé par le ministère de la Justice du Québec sur la réforme du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Me Lemieux a animé de nombreuses séances de formation au Ministère du conseil exécutif, au Conseil des tribunaux administratifs canadiens, à l'Institut canadien d'administration de la justice et à la Conférence des juges administratifs du Québec auprès des membres de tribunaux administratifs. Elle enseigne à l'École de formation professionnelle du Barreau en éthique, déontologie et droit administratif.

Elle est l'auteure de l'ouvrage " Tribunaux administratifs du Québec - Règles et législation annotées " paru en 2002. Me Lemieux est également très active au sein du Barreau du Québec. Elle a notamment été membre du Comité de discipline du Barreau du Québec, a présidé le Comité du Fonds d'indemnisation du Barreau du Québec et a été membre du Comité d'accès à la profession. Elle est membre du Comité sur la formation continue et du Comité sur la révision du code de déontologie.

En 2005-2006, elle a été bâtonnière du Barreau du Québec. Me Lemieux a, par ailleurs, été présidente du Conseil des services essentiels pendant de nombreuses années.

Maître Lise Tremblay

Conseillère spéciale à la direction générale du Barreau du Québec

Lise Tremblay conjugue au quotidien le droit et la gestion. Reçue au Barreau du Québec en 1983, elle débute sa carrière en exerçant sa profession au sein de divers cabinets de pratique privée de Montréal et concentre sa pratique en droit civil, droit bancaire et droit de la faillite.

Parallèlement, elle enseigne aux futurs avocats inscrits à l'École du Barreau les meilleures pratiques en matière de rédaction, preuve et procédure, représentation devant les tribunaux et droit de la faillite. En 2000, elle prend un virage en gestion en acceptant le poste de directrice de l'École du Barreau. À ce titre, elle procède en 2005 à la réforme complète du programme de formation professionnelle.

En 2009, elle mène à terme et avec succès la fusion administrative de la formation continue du Barreau à la formation professionnelle, et ce, au même moment où elle hérite d'un nouveau défi : implanter, pour les quelque 26 000 membres du Barreau du Québec, l'obligation de formation continue.

Son expérience en enseignement, en formation professionnelle et en formation continue lui offre des opportunités de partage et de promotion du modèle québécois de formation axé sur le développement des compétences. Elle participe d'ailleurs à plusieurs missions de coopération internationale auprès des barreaux du Vietnam, de Port-au-Prince, de Serbie, de Belgrade et du Conseil national des Barreaux (France).

En 2011, elle est nommée directrice générale adjointe du Barreau du Québec et gère l'ensemble des opérations du Barreau. Depuis septembre 2013, elle occupe le poste de directrice générale du Barreau du Québec et à ce titre, elle planifie, organise, dirige, contrôle et coordonne les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles de l'ordre. Elle participe activement à la mise en oeuvre de la nouvelle gouvernance du Barreau afin que l'ordre se dote d'un cadre stratégique décisionnel optimal et de processus efficaces et efficients. Ce nouveau modèle de gouvernance devient, à bien des égards, la norme pour les 45 autres ordres professionnels du Québec.

Elle travaille de concert avec toutes les parties prenantes, dont le public, les membres, la magistrature et l'État, pour assurer la protection du public, la défense de la primauté du droit et la valorisation de la profession.

Elle siège sur plusieurs conseils d'administration dont ceux du Barreau du Québec, de la Fondation du Barreau et de la Corporation de services du Barreau.

Depuis le 24 août 2020, elle occupe le poste de conseillère spéciale à la direction générale du Barreau du Québec afin d'assurer une transition harmonieuse avec la nouvelle directrice générale, Me Catherine Ouimet.

Maître Julie White

Avocate, Directrice, TACT Conseil

Me Julie White est passionnée d'affaires publiques, de gestion de crise et de relations gouvernementales, Me White aime relever des défis. Active pendant une dizaine d'années en cabinet politique, elle a développé une connaissance approfondie de l'appareil gouvernemental québécois. Avocate de formation, elle se démarque par sa rigueur et son efficacité.

Me White a occupé différents postes dans les cabinets politiques, œuvrant en tant que conseillère politique, attachée de presse puis directrice de cabinet. Elle a eu l'opportunité de travailler dans des secteurs stratégiques tels que la santé et les services sociaux et l'éducation. Elle a aussi développé sa polyvalence en travaillant au sein de l'opposition officielle. Cette riche expérience lui a permis de tisser un réseau de contacts varié et d'acquérir une compréhension fine des ramifications politiques des différents enjeux.

Membre du Barreau du Québec depuis 2008, Julie est titulaire d'un Baccalauréat en droit de l'Université Laval.